

Écologica pages 13 à 18 (2005)

Que nous sommes dominés dans notre travail, c'est une évidence depuis cent soixante dix ans.

(...)

Mais le communisme, ça n'est ni le plein emploi, ni le salaire pour tout le monde, c'est l'élimination du travail sous la forme socialement et historiquement spécifique qu'il a dans le capitalisme, c'est-à-dire du travail emploi, du travail marchandise.

Écologica pages 56 à 60 (1992)

L'autolimitation

La nécessité, autrement dit, est assumée par les producteurs associés selon la double exigence normative du moindre effort et de la plus grande satisfaction dans le travail, d'une part, et de la gestion rationnelle, intelligible pour tout un chacun, des « échanges avec la nature », d'autre part. La rationalité de celle-ci consistera à la fois en un ménagement de l'écosystème et en l'emploi de moyens de production que les producteurs associés puissent maîtriser, c'est à dire autogérer au lieu d'être dominé par leur gigantisme et leur complexité. Dans le cadre de l'autogestion, la liberté reposera sur la faculté des « producteurs associés » d'arbitrer entre la quantité et la qualité de travail que requièrent, par unité de produit, différents moyens et différentes méthodes de production; mais aussi *entre l'étendue des besoins ou des désirs qu'ils souhaitent satisfaire et l'importance de l'effort qu'ils jugent acceptable de déployer*. Cet arbitrage, fondé sur des normes vécues et communes, conduira par exemple à travailler de façon plus détendue et gratifiante (plus « conforme à la nature humaine ») au prix d'une productivité moindre : il conduira aussi à *limiter les besoins et les désirs pour pouvoir limiter l'effort à fournir*. En pratique, la norme selon laquelle on règle le niveau de l'effort en fonction du niveau de satisfaction recherché et vice versa le niveau de satisfaction de l'effort auquel on consent, est la norme du *suffisant*.

Or, l'établissement d'une norme du suffisant est incompatible -en raison de l'autolimitation des besoins et de l'effort consenti qu'elle implique- avec la recherche du rendement maximal qui constitue l'essence de la rationalité et de la rationalisation économiques. De fait, la rationalité économique n'a jamais pu s'exprimer conformément à son essence dans les sociétés précapitalistes. Elle y a toujours été endiguée et entravée (...) par des ententes entre producteurs et entre marchands pour interdire la libre concurrence sur des marchés libres. Elle n'a jamais pu être imposée aux producteurs tant qu'ils étaient maîtres de leurs moyens de production et libres, par conséquent, de déterminer eux mêmes l'intensité, la durée et les horaires de leur travail. Le recul de l'autoproduction et l'expansion de la production pour le marché n'y ont rien changé : les corporations ou les guildes dictaient aux marchands des prix uniformes pour chaque qualité par elles définies et prohibaient sévèrement toute forme de concurrence. Les rapports entre producteurs et marchands étaient immuablement contractuels et les marchands eux-mêmes trouvaient leur compte dans le fait qu'ils étaient abrités contre la concurrence sur un marché libre. La norme du *suffisant* -gain suffisant pour l'artisan, bénéfice suffisant pour le marchand- était si bien enracinée dans le mode de vie traditionnel qu'il était impossible d'obtenir des ouvriers un travail plus intense ou plus prolongé en leur promettant un gain plus élevé. L'ouvrier « ne se demandait pas (...) combien puis-je gagner par jour si je fournis le plus de travail possible, mais : combien dois-je travailler pour gagner les deux marks cinquante que je recevais jusqu'à présent et qui couvrent mes besoins courants ».

(...) Marx cite une vaste littérature qui atteste l'extrême difficulté qu'eurent les patrons des manufactures et des premières « fabriques automatiques » à obtenir de leur main d'oeuvre un travail régulier, à plein temps, jour après jour et semaine après semaine. Pour les y contraindre, il ne suffisait pas -comme l'avaient fait les manufacturiers- de leur enlever la propriété des moyens de production, il fallait également, après avoir ruiné l'artisanat, réduire la rémunération des ouvriers par unité de produit afin de les contraindre à travailler plus pour obtenir le *suffisant*; et il fallait, à cette fin leur enlever la *maîtrise* des moyens de production afin de pouvoir leur imposer une organisation et une division du travail par lesquels la nature,

la quantité et l'intensité du travail à fournir leur seraient dictées comme des contraintes coulées dans la matière.

La mécanisation était le moyen par excellence de parvenir à ce résultat : elle substituait aux moyens de production mus et maniés par les ouvriers, des machines mues par un automate qui se meut lui même (...).

Le travailleur individuel n'est « plus qu'un accessoire vivant de cette machinerie », sa « capacité de travail disparaît comme infiniment petite, de même que disparaît dans le produit tout rapport au besoin immédiat du producteur et donc à la valeur d'usage immédiate ».

(...)

Cette autonomisation de la production aurait été beaucoup plus difficile si les travailleurs avaient pu proportionner leur durée de travail au revenu dont ils estimaient avoir besoin. À mesure que la production et les salaires s'élevaient, une fraction croissante de la population active aurait choisi, ou pu choisir, de travailler moins et d'autolimiter la croissance de sa consommation. Cette tendance s'est, en fait, réaffirmée à l'apogée de l'anarcho-syndicalisme sous la forme du travail intermittent ou de la semaine de trois à quatre jours pratiquée dans la métallurgie parisienne, entre autres par les « sublimes simples » et les « vrais sublimes » dont parle Poulot. Contre cette réapparition d'une autolimitation selon la norme du suffisant, une réglementation stricte des conditions d'embauche a été introduite en Angleterre en 1910 : elle réservait l'embauche à ceux et celles qui s'engageaient à travailler à plein temps. En faisant du plein temps la condition de l'emploi, le capital ne s'assurait pas seulement la domination sur la main d'œuvre, la prévisibilité du rendement et du coût du travail, il étendait sa domination sur le mode de vie des travailleurs. Il ne laissait de place, dans leur vie, que pour le travail fonctionnel et rémunéré au service du capital, d'une part, et la consommation au service du capital, d'autre part. L'individu social devait se définir comme travailleur-consommateur, comme "client" du capital en tant qu'il dépendait à la fois du salaire perçu et des marchandises achetées. Il devait ne produire rien de ce qu'il consommait, ne consommer rien de ce qu'il produisait, n'avoir aucune existence sociale et publique, en dehors de celle qui était médiée par le capital : le temps de non travail devait demeurer le temps de l'existence privée, du divertissement, du repos, de la vacance. C'est à la demande de réduire la durée du travail que le patronat a toujours opposé la résistance la plus âpre. Il a préféré accorder des congés payés plus longs. Car les vacances sont, par excellence, une *interruption* programmée de la vie active, temps de pure consommation, qui ne s'intègre pas dans la vie de tous les jours, ne l'enrichit pas de dimensions nouvelles, ne lui confère pas une autonomie accrue, ni un autre contenu que celui du rôle professionnel.

Écologica pages 66 à 68 (1992)

L'autolimitation comme projet social

Le capitalisme a aboli tout ce qui, dans la tradition, dans le mode de vie, dans la civilisation quotidienne, pouvait servir d'ancrage à une norme commune du suffisant; et (...) il a aboli en même temps la perspective que le choix de travailler et de consommer moins puisse donner accès à une vie meilleure et plus libre. Ce qui a été aboli n'est cependant pas impossible à rétablir. Seulement, ce rétablissement ne peut se fonder sur une tradition ni sur des corrélations existantes : il doit être institué; il relève du politique, plus précisément de l'écopolitique et du projet écosocial.

Le sens fondamental d'une politique écosociale (...) est de *rétablir politiquement la corrélation entre moins de travail et moins de consommation d'une part, plus d'autonomie et plus de sécurité existentielles d'autre part, pour chacun et chacune*. Il s'agit, autrement dit, de garantir institutionnellement aux individus qu'une réduction générale de la durée du travail ouvrira à tous les avantages que chacun pouvait en obtenir jadis pour lui-même : une vie plus libre, plus détendue et plus riche. L'autolimitation se déplace ainsi du niveau du choix individuel au niveau du projet social. La norme du suffisant, faute d'ancrage traditionnel, est à définir politiquement.

(...)

La politique écosociale consiste principalement à rendre la garantie d'un revenu suffisant indépendant de la durée du travail (laquelle ne peut que décroître) et éventuellement du travail lui-même; à redistribuer le travail socialement nécessaire de manière que tout le monde puisse travailler et travailler à la fois mieux et moins; à créer des espaces d'autonomie dans lesquels le temps libéré du travail puisse être employé par les individus à des activités de leur choix, y compris des autoproductions de biens et de services qui réduiront leur dépendance du marché et des prises en charge professionnelles ou administratives, et leur permettront de reconstituer un tissu de solidarités et de socialité vécues, fait de réseaux d'aide mutuelle, d'échange de services, de coopératives informelles. La libération du temps, la libération du travail hétéronome, fonctionnellement spécialisé, doivent être conçues comme une politique d'ensemble qui demande aussi qu'on repense l'architecture et l'urbanisme, les équipements et les services publics, les rapports ville-campagne, de manière à décloisonner les sphères de vie et d'activité, à favoriser les échanges auto-organisés.

L'écologie politique fait ainsi des changements écologiquement nécessaires dans la manière de produire et de consommer le levier de changements normativement souhaitables dans le mode de vie et les relations sociales. La défense du *milieu de vie* au sens écologique et la reconstitution d'un « monde vécu » se conditionnent et se soutiennent l'une l'autre. L'une et l'autre exigent que la vie et le milieu de vie soient soustraits à la dommation de l'économique, que croissent les sphères d'activité dans lesquelles la rationalité économique ne s'applique pas.

Écologica pages 104 à 105 (1980)

La réponse au système capitaliste n'est donc ni le retour à l'économie domestique et à l'autarcie villageoise, ni la socialisation intégrale et planifiée de toutes les activités : elle consiste au contraire à *socialiser* la seule sphère de la nécessité afin de *réduire au minimum*, dans la vie de chacun, ce qui a besoin d'être fait, que cela nous plaise ou non, et d'*étendre au maximum* la sphère de la liberté, c'est-à-dire des activités autonomes, collectives ou individuelles, ayant leur but en elle-mêmes.

Il faut rejeter également la prise en charge des individus par l'État et la prise en charge par chaque individu des nécessités de fonctionnement de la société dans son ensemble.

L'identification de l'individu à l'État et des exigences de l'État avec le bonheur individuel sont les deux faces du totalitarisme.

La sphère de la nécessité et la sphère de la liberté ne se recouvrent pas. (...) Par cette raison même, l'expansion de la sphère de la liberté suppose que la sphère de la nécessité soit nettement délimitée. La seule fonction d'un état communiste est de gérer la sphère de la nécessité (qui est aussi celle des besoins socialisés) de telle manière qu'elle ne cesse de se rétrécir et de rendre disponibles des espaces croissants d'autonomie.

Écologica pages 141 à 143 (2005)

L'emploi stable, à plein temps et à plein salaire, est devenu un privilège, réservé, dans les cent plus grandes entreprises nord-américaines, à 10% du personnel. Le travail précaire, discontinu, à temps partiel, à horaires « flexibles » tend à devenir la règle.

La « société salariale » est ainsi entrée en crise. L'emploi y avait des fonctions multiples. Il était le principal moyen de répartition de la richesse socialement produite; il donnait accès à la citoyenneté sociale, c'est-à-dire aux diverses prestations de l'État-providence, prestations financées par la redistribution partielle des revenus du travail et des revenus du capital. Il assurait un certain type d'intégration et d'appartenance à une société fondée sur le travail et la marchandise; il devait, par principe, être accessible à tous. Le « droit au travail » avait été inscrit dans la plupart des Constitutions comme un droit politique, de citoyenneté. C'est donc toute la société qui se désintègre avec la précarisation et la « flexibilisation » de l'emploi, avec le démantèlement de l'État-providence, sans qu'aucune autre société ni aucune autre perspective ne prenne encore la place de l'ordre qui s'effondre.

Au contraire, les représentants du capital continuent, avec une cruelle hypocrisie, à vanter les mérites de ce même emploi qu'ils abolissent massivement, accusant les travailleurs de coûter trop cher et les chômeurs d'être des paresseux et des incapables, responsables eux-mêmes de leur chômage. Le patronat exige l'augmentation de la durée hebdomadaire et annuelle du travail en prétendant que « pour vaincre le chômage, il faut travailler plus », gagner moins et retarder l'âge du départ à la retraite. Mais, en même temps, de grandes firmes licencient des salariés âgés de cinquante ans ou plus afin de « rajeunir leur personnel ».

L'éloge des vertus et de l'éthique du travail dans un contexte de chômage croissant et de précarisation de l'emploi s'inscrit dans une stratégie de domination : il faut inciter les travailleurs à se disputer les emplois trop rares, à les accepter à n'importe quelles conditions, à les considérer comme intrinsèquement désirables, et empêcher que travailleurs et chômeurs s'unissent pour exiger un autre partage du travail et de la richesse socialement produite.